

CIBLE

Retraites

En mai 2003, le congrès du Parti socialiste avait voté à l'unanimité pour la retraite à 60 ans.

Aujourd'hui, François Hollande accepte le recul de l'âge légal à 62 ans et envisage l'augmentation de la durée des cotisations à 41 « voire 42 années ». C'est se situer dans la logique fausement réaliste de la droite.

François Hollande ne peut ignorer que les jeunes gens seront obligés de travailler jusqu'à 67 ou 70 ans pour toucher leur retraite à taux plein en raison du chômage qui les frappe et de l'allongement de la durée des études. Cela s'ils ont la chance de pouvoir garder leur emploi et d'être en bonne santé !

François Hollande ne peut ignorer que de très nombreux salariés sont réduits au chômage ou trop malades pour travailler alors qu'ils n'ont en moyenne que 35 annuités : trop peu pour vivre dignement.

Au lieu de chercher à donner des gages aux patrons et aux « marchés », François Hollande serait bien avisé d'écouter ses militants qui lui rappellent l'exigence de justice – de bonnes retraites permettant d'ailleurs de soutenir l'activité économique.

Agences de notation

Les fausses notes

Urgence

**Sortir
de l'euro**

p. 6-7

Italie

**Pourquoi
Berlusconi ?**

p. 8

Enseigner l'histoire

On n'apprendra plus l'histoire à la majorité des classes de Terminale, à partir de la rentrée 2012, à moins que les États Généraux de l'Histoire et de la Géographie que lancent les professeurs ne ramènent le pouvoir au bon sens.

Au magasin des accessoires permettant de faire des économies budgétaires, les enseignants sont habitués à voir une réduction constante des heures d'enseignement, prétextée par la volonté d'alléger des programmes - on le sait - toujours trop lourds. Le sarkozysme déclinant est bien résolu à user du subterfuge pour appuyer un peu plus sur nos chères têtes blondes. En accord avec plusieurs études européennes, il est depuis longtemps entendu que la formation des adolescents doit avant tout être tournée vers le monde professionnel.

L'auteur de ces lignes avait été surpris, alors qu'il commençait à enseigner l'histoire et la géographie au début des années quatre-vingt-dix, de la disparition du thème de la crise de 1929 dans les programmes d'histoire, alors qu'au milieu des années 1980 il l'avait étudiée au lycée. Le tournant libéral venait d'être

pris, et l'entreprise de décréation en était à son aurore. Vingt ans plus tard, à l'heure où la *gouvernance* ultra-libérale se retrouve - enfin - face à ses contradictions, presque tout doit disparaître.

Dans un récent appel, l'association des professeurs d'histoire et de géographie (A.P.H.G.), réputée pour son sérieux et son éloignement de tout mouvement syndical, tire la sonnette d'alarme. À la rentrée 2012, l'Histoire et la Géographie disparaissent des enseignements obligatoires en Terminale scientifique. Cela ne concernerait-il qu'une minorité d'élèves ?

Certes non ! La filière rassemble aujourd'hui plus de la moitié des lycéens se préparant au baccalauréat général. Les deux matières, indispensables pour acquérir un citoyenneté nationale, un jour européenne, « *porteuse du vivre ensemble, vecteur de toute société fondée sur la tolérance* » (1), disparaissent de

l'enseignement à l'âge où la jeunesse entre dans l'âge adulte. Triste tropique - on me pardonnera d'anticiper des approximations géographiques pour aborder la situation du pays, parce qu'il faudra s'y faire... maintenant que la cohérence territoriale de la zone tempérée n'est plus au programme !

En réponse à une question écrite posée au Sénat par Marie-Agnès Labarre, monsieur le ministre de l'éducation nationale, dont on taira le nom - car en fait, à quoi ça sert, un ministre, dans la *France qui s'lève-tôt* et qui *travaille plus pour gagner plus* ? - a répondu que l'Histoire - Géographie ne ferait que connaître la situation d'une autre matière fondamentale, le français, consacrée par une épreuve anticipée, en fin d'année de Première.

L'A.P.H.G., qui se détache, par les arguments qu'elle utilise, de toute démarche corporatiste, s'oppose aussi au contenu des nouveaux pro-

grammes qui doivent accompagner la réforme de la rentrée 2012 : saucissonné, réduit et amputé, comme on l'a dit, il empile les faits au détriment de l'intelligence et de l'acquisition du sens critique. Mais peut-être que pour la compréhension de la chronologie, les professeurs, aujourd'hui moins bien formés que jamais, pourront-ils se retrouver à la Maison de l'Histoire de France que le supposé président doit installer ce mois de janvier ? Par exemple dans sa *galerie du temps*, copié-collé mal digéré du projet de refondation du Musée de l'Histoire de France des Archives nationales, fondé à l'époque de Michelet et dont l'euthanasie a été décidée par le ministre de la Culture pour qu'il ne fasse pas d'ombre. Ladite *Maison*, voiture-balai des illusions perdues du ministère de l'Identité nationale ne verra probablement pas le jour, dès le prochain ajustement budgétaire ou lors de l'alternance politique.

Domage, un inspecteur général d'histoire - géographie honoraire siégeant à son comité scientifique déclarait à Blois, le 15 octobre dernier : « *je ne sais pas si Pétain est héros, victime ou homme ordinaire* ». Puisqu'il ne nous restera bientôt plus que les dictons, contentons-nous de rappeler que « *c'est dans les vieilles gamelles qu'on fait les meilleures soupes* » !

Albert MONTEIL

(1) Texte de l'appel sur le site de l'APHG : <http://www.aphg.fr/etats-generaux/etats-generaux-histoire-geographie-janvier-2012.html>

Les États Généraux se tiendront le samedi 28 janvier au lycée Louis-Le-Grand, à Paris. Renseignements sur le site.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Enseigner l'histoire - p.3 : Le plan Sponz - p.4 : Fausses notes - p.5 : Lettre de motivation - p.6/7 : Sortir de l'euro - p.8 : Pour comprendre l'Italie - p.9 : Carl Schmitt et sa "théologie politique" - p.10 : La musette du caporal - Princesse et héroïne - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Aveuglement volontaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le plan Sponz

De retour d'un pèlerinage à l'ancienne université Karl-Marx de Leipzig où Angela Merkel fit ses études de physique, le colonel Sponz, chef de nos services secrets, publie son plan de sauvetage de la zone euro.

Mon plan reste fidèle à la méthode qui a permis à l'Union européenne d'avancer sur la voie du progrès : celle de l'empilage à vocation dynamique. L'empilage des traités - de Rome, d'Amsterdam, de Nice, de Lisbonne - a produit un phénomène dialectique d'une très haute importance : l'annonce d'un traité dans le traité, qui illustre le travail du négatif en vue d'une nouvelle positivité : le traité intergouvernemental des membres de la zone euro (17 membres) associe six autres pays qui ne sont pas membres de ladite zone mais qui sont d'accord avec les dirigeants de la zone - si leurs parlements sont eux-mêmes d'accord - soit 17 **plus** x membres **moins** un État, la Grande-Bretagne qui a été éjectée.

Toujours optimiste, Jean Quatremer nous explique que ce n'est pas un traité à 17 + mais à 26 - 1. Cependant, il est prévu que le traité 17 + deviendra un traité à 27 quand on pourra réintégrer dans le traité de Lisbonne (à 27) le traité qui n'a pas encore de nom - c'est-à-dire quand les Anglais iront à Canossa, petite ville italienne située dans la zone euro.

En attendant cette heureuse issue, je propose qu'on édifie un second Mur de l'Atlantique face à la Perfide Albion, en utilisant pour des raisons d'économies budgétaires les bloc-khaus du premier Mur, renforcés d'éoliennes diffusant un gaz hilarant.

J'observe par ailleurs les progrès déjà faits en matière de discipline budgétaire. On n'a pas assez souligné l'importance du **paquet de six** mesures qui renforcent le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC). Le **six pack** qui vient d'entrer en vigueur contient des mesures destinées « à rendre la gouvernance économique plus rigoureuse dans la zone euro » et à assurer « l'identification et la correction effective des déséquilibres macroéconomiques au sein de l'Union européenne et de la zone euro ». J'observe que le **six paquet** a été renforcé par des tas de prescriptions du Parlement européen qui renforcent, elles aussi, la discipline et les sanctions (6 paquet + 7 actes législatifs) auxquelles il conviendra d'ajouter deux règlements de la Commission européenne qui vont instituer une **surveillance renforcée de la zone euro**.

Comme vous êtes déjà perdus je passe les détails mais je résume le tout dans une formule mathématique : Pacte de Stabilité plus 6 Pack plus 7 Actes plus 2 Règlements, soit $PSC + 6P + 7A + 2R = T.L$ (traité de Lisbonne) - 1 (Anglais). Ce qui va permettre aux 27-1 de mettre dans leur Constitution une véritable discipline budgétaire.

Vous me direz qu'on ne peut pas aller plus loin dans la rigueur. Je prétends que si car il faut se méfier des Grecs qui passent leur temps sur les plages, des Italiens joueurs de

mandoline et des Français qui aiment trop la rigolade.

Je propose donc que les autorités décisionnelles de l'Union européenne (27-1) qui sont beaucoup trop peu nombreuses (Président du Conseil européen, président tournant, président de la BCE, président de la Commission européenne, président de la zone euro, président du Parlement européen) soient surveillées par un *Conseil de Haute Surveillance et d'Évaluation* à raison de un conseil par autorité, lui-même chapeauté par un *Comité d'Évaluation des Évaluateurs*. Cette double structure sera elle-même démultipliée en *Délégations Euro-nationales* chargées de surveiller chacune des Troïkas (FMI, BCE, Commission) qui devra, sur le modèle grec, mettre en tutelle les gouvernements du Sud et aussi ceux du Nord qui pourraient être tentés d'imiter les paresseux de la Méditerranée.

Les sanctions proposées pour les délinquants budgétaires seront successivement examinées par le Parlement européen, le Conseil des ministres *Ecofin*, le Président tournant, le Président du Conseil européen après avis du président de la BCE en évitant le passage par les parlements nationaux. Une Haute Autorité réunissant tous les présidents des *Conseils de Surveillance et d'Évaluation* transmettra le dossier à la Cour européenne de Justice qui fixera le montant de l'amende.

Vous me direz que la sanction risque de tomber après l'explosion de la zone euro. Est-il vraiment nécessaire d'espérer pour entreprendre ?

Colonel SPONZ

L'écho des blogs

Ce monde est devenu fou, qui les arrêtera ?

En septembre la Cour européenne a produit un nouvel arrêt qui ouvre à la concurrence libre et non faussée le marché des droits de retransmission TV du football.

Effet immédiat, une filiale française de la chaîne qatarie Al Jazeera a obtenu au nez et à la barbe de TF1 et de Canal + une part importante des droits pour les quatre prochaines années. Ironie, cette société n'a, à ce jour, aucun outil de diffusion en France.

Commentaire du Président de Canal +, Bertrand Méheut, brusquement lucide : « *Il ne faut pas être naïf, ni myope, un concurrent comme Al-Jazeera qui agit en dehors de toute rationalité économique, c'est une mauvaise nouvelle.* » (1) Ce qui fait dire à l'ancien ministre des Sports et influent cadre parisien de l'UMP Jean-François Lamour : « *J'en appelle à mon ami Michel Platini. Il devrait se poser la question de laisser au moins quelques matches en clair. Je pense même que le législateur européen devrait intervenir pour réguler cette situation.* » Le sport aurait-il cette vertu d'éclairer certains politiques sur les bienfaits d'un protectionnisme même si modeste ? (2)

Dans le passé nous avons eu l'arrêt Bosman. Il autorise le libre recrutement des joueurs dans l'espace européen. Pour attirer les meilleurs, plusieurs pays européens jouent la concurrence fiscale. Ainsi en Espagne a été créé, « *un dispositif d'abattement fiscal qui permet aux travailleurs étrangers gagnant plus de 600 000 euros par an - et donc à 43 footballeurs sur un total de 60 bénéficiaires - de n'être imposés qu'à hauteur de 24 % au lieu de 43 % pour les Espagnols, pendant les cinq premières années de leur résidence.* »

Mais l'Europe peut-elle faire concurrence à la Chine dans la mondialisation heureuse ? On peut en douter puisque le joueur français Nicolas Anelka est recruté par le club de Shanghai (3). Venant du club anglais de Chelsea où il percevait le modeste salaire hebdomadaire de 105 000 € et bénéficiait d'un avantage fiscal - les revenus perçus sur le droit à l'image ne sont taxés qu'à 2 % en Grande-Bretagne - il gagnera dorénavant 234 000 € par semaine.

Quel sera le prochain arrêt de la cour de justice européenne pour retenir ses **travailleurs** ?

François ENNAT

☐ (1) http://www.lemonde.fr/sport/article/2011/12/13/football-pour-canal-al-jazeera-est-un-acteur-economique-irrational_1617879_3242.html

☐ (2) http://www.lequipe.fr/Football/brevets/2011/20111210_111127_le-tout-payant-fait-reagir.html

☐ (3) http://www.lemonde.fr/sport/portfolio/2011/12/12/football-les-9-vies-de-nicolas-anelka_1617555_3242.html

Fausses notes

Puisqu'on ne parle que de cela, parlons-en ! Les agences de notations sont devenues aussi familières aux Européens que n'importe quel autre service. Quelques remarques s'imposent.

Le principe est limpide. Une agence de notation a pour but d'examiner les comptes d'une structure, entreprise ou État, et de renseigner les prêteurs sur ses capacités à rembourser l'argent avancé. C'est de l'assurance crédit classique, rien à objecter *a priori*. Les agences principales sont au nombre de trois, toutes américaines : Standard & Poors, Moody's et Fitch Ratings. Elles examinent des comptes, des projets et des produits et leur attribuent une note de AAA à D. Voilà.

Dans un monde économique parfait, donc honnête et diligent, ce serait un service utile, transparent, prévoyant. Seulement, la perfection est un leurre dans ce domaine comme partout. Dès qu'il y a commerce de services ou de produits, des questions se posent. Surtout dans un système qui privilégie la rentabilité immédiate et possède peu de goût pour le long terme et la construction.

Les agences sont-elles utiles ? Bien sûr s'il ne leur faisait défaut un certain nombre d'éléments essentiels, donc... **non**.

Les agences sont-elles transparentes ? C'est le premier problème. Si l'on connaît leurs principaux actionnaires : Marc Ladreit de Lacharrière et Hearst pour Fitch, Warren Buffet pour Moody's et McGraw-Hill, groupe de

médias financiers, pour Standard & Poors, une grosse part de leur capital traîne sur le marché et n'importe qui peut s'en rendre acquéreur. Là se pose l'immédiate question du conflit d'intérêts. À compter du moment où vous êtes amenés à noter des partenaires en affaires, la plus élémentaire déontologie devrait pousser les agences à refuser un tel risque. Que non, dans une économie ouverte mais dans un univers fermé, il y a toujours quelques services grasses payés à rendre.

Est-ce à cause de cela que les agences sont passées à côté de tout ce qui a été important depuis vingt ans : Enron, les subprimes, la crise financière depuis 2008. Les *noteurs* sont-ils simplement stupides, mauvais, distraits, programmés ? Comment en effet faire de la peine à quelqu'un qui vous paie grassement pour faire du *debt-washing* ? Les notations sont devenues des éléments de communication, pas plus ; au fond, quel que soit l'état réel de votre entreprise il est tentant de *flouter* les faits pour les rendre acceptables par les autres gogos qui procèdent également de la même façon. La tromperie est acceptée par tous les intervenants. C'est un jeu d'ombres, de trucages et de copinage.

Le pire est à venir. À compter du moment où les agences en viennent à se prononcer sur la solvabilité d'un

État, de sérieux doutes apparaissent. On leur reproche à juste titre leur tendance à la sur-réaction et à l'aggravation des situations dont elles ont à juger. La farce du AAA ne fait plus rire personne, à part évidemment le monde de la spéculation qui, grâce à cela, fait d'énormes bénéfices. Ne pourrait-on pas penser que lorsque les notations d'États permettent à d'autres clients des agences de s'enrichir cela pose un évident problème d'élémentaire honnêteté ? Cela ne choque guère les milieux de la finance.

Au reste, cela ne serait pas si grave si l'industrie de ces malfaisants n'avait pas de conséquences désastreuses pour les peuples. Les agences font dans la prophétie autoréalisatrice. Ce qu'elles annoncent va se produire inmanquablement. Voyez la Grèce ou le Portugal. Au profit de quoi ou de qui ? Il y a dans les agences un esprit purement ultra-libéral mortifère qui fait que tout ce qui peut paraître devoir entraver le libre cours des affaires est à détruire. Après avoir poussé tous les États développés à faire de la déflation salariale et sociale en compensant avec un endettement public et privé extravagant, elles participent avec les banques à la tentative de liquidation de ces mêmes États et des structures d'amortissement social.

Au nom de quoi ? Le savent-ils encore vraiment ? Et

que dire des gouvernements qui se couchent, trop heureux de faire peser sur quelqu'un d'autre la vérité de leur choix. On comprend pourquoi Sarkozy aime tant Louis de Funès, impitoyable envers les humbles et rampant devant les puissants. Il n'a pas compris la différence entre la fiction et la réalité. Il avait promis de faire rentrer la France dans la mondialisation, y compris de force. Seulement c'est un lâche, il s'aplatira devant qui-conque lui permettra de conserver son pouvoir, même en menant le pays au bord du gouffre. Standard & Poor's devient l'oracle, le nouveau dieu qui sait tout et peut tout et contre lequel on serait désarmé, juste assez alerte pour en faire toujours plus dans le moins pour les peuples.

Les agences de notations sont la providence des salauds et des lâches, les auxiliaires zélés des politiques de rigueur imbéciles et désastreuses. L'exemple de ce qu'elles ont raté depuis 2000 et de ce qu'elles ont causé de puis cinq ans devrait en démontrer la nocivité. Nul ne réagit, il se trouve même des politiques pour les défendre. Soi-disant qu'on voudrait casser le thermomètre pour cacher la fièvre. Mais comment donc ? Le travail est tellement sérieusement fait qu'il y a belle lurette que la vraie fièvre n'est plus évaluée. Que dire des palinodies des dirigeants tremblant puis se rassérénant devant la dégradation ! Elle est déjà là la dégradation, dans les faits, dans les chiffres, dans les taux. Alors pourquoi attendre pour nous le faire savoir ?

Une dernière question. Quand, grâce à leurs bons soins, les agences auront poussé à l'extinction des déficits et des dettes, où leurs chers autres clients iront-ils mettre leur argent et que noteront-elles ? Après demain n'existant pas pour elles, la question leur semblera parfaitement incongrue.

Charles GUÉMÉNÉ

Lettre de motivation

Lettre adressée à Mme Fatou Bensouda, procureur général près la Cour Pénale Internationale (CPI), La Haye.

Permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection le 12 décembre à l'unanimité à New York par l'Assemblée des 120 États-parties au traité de Rome (1998) portant création de la CPI. J'ignorais que la principauté de Liechtenstein avait sa diplomatie propre et un ambassadeur en mesure de présider une telle conférence internationale. C'est dire la singularité de l'événement. J'eusse préféré que l'on ne se contente pas de choisir un successeur mais que l'on dresse un vrai bilan de ses neuf années de mandat. Mais votre nomination vaut orientation.

La Gambie (capitale Banjul) n'est pas non plus le plus petit État du continent africain s'il a pu produire deux juristes d'aussi haut vol que vous-même et votre aîné Hassan Boubakar Jallow, procureur général près le tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha depuis 1999 jusqu'à ce jour. Il fut ministre de la Justice, comme vous après lui, dans votre pays et vous fîtes vos classes auprès de lui comme substitut à Arusha de 2002 à 2004 avant de rejoindre La Haye. Le fait que la Gambie soit dirigée depuis le coup d'État militaire de 1994 par l'ex-lieutenant Jammeh, autocrate pro-Kadhafi (réélu à 72 % des voix l'autre dimanche), permet à ses meilleurs fils et filles de servir hors de leur pays.

N'est-ce pas d'ailleurs la vocation du TPI que de se substituer aux juridictions nationales quand celles-ci sont inca-

pables d'instruire, en l'occurrence les crimes contre l'humanité, crimes de guerre et de génocide ? La justice gambienne est ce qu'elle est, mais il est certain que vous bénéficiez d'une chance exceptionnelle de vous trouver au cœur du dispositif international mis en place pour pallier ces dénis de droit. Votre exemple devrait promouvoir un sursaut d'indépendance et de motivation dans l'exercice des carrières judiciaires dans les pays faibles ou faillits.

En même temps, le TPI a besoin de ces mêmes États pour effectuer ses enquêtes, arrêter les suspects, et exécuter les peines. Le Traité n'a pas organisé de gendarmerie internationale, dotée de pouvoirs d'exécution propres, ni même en collaboration avec les autorités nationales. Le procureur doit donc compter sur sa seule force de persuasion. Les États-parties comptent sur vous, comme substitut du procureur actuel, comme Africaine, voire même comme musulmane, pour convaincre les récalcitrants du genre du président du Soudan Al-Béchar de se soumettre à cette justice. N'est-ce pas trop présomptueux ? Noire vous n'êtes pas au service d'une justice *blanche*, musulmane au service d'un droit *judéo-chrétien*, mais de valeurs universelles.

Les commentateurs ont salué votre élection à la tête de la CPI : c'est dire la place attribuée au procureur dans les médias. On ne dirait jamais d'une cour de justice qu'elle a

à sa tête un procureur ! La Cour est constituée de 18 juges et d'un président. Le procureur soumet des demandes à la Cour qui sont acceptées ou rejetées. Ce lapsus est révélateur du caractère de la CPI dans l'opinion. Le procureur Luis Moreno-Ocampo, argentin, auquel vous succéderez en juin prochain pour un mandat de neuf ans (soit au total pour vous quinze ans dans ce bureau), a beaucoup fait pour créer cette impression. On vous dit humble, discrète, professionnelle (au sens de moins politique). Acceptons-en l'augure.

Je verrai bien à vos côtés comme nouveau substitut un Européen, modeste, intègre, respectueux, dépourvu de complexe de supériorité, un homme sans qualités hors de celles de sa robe de magistrat, grâce à quoi serait enfin renversée l'image du couple inégal noir/blanc récemment caricaturée dans cette même ville de New York. La place devrait revenir à un francophone (quoique vous soyez bilingue). J'irai même jusqu'à vous recommander un Français.

C'est pourquoi j'ai rédigé cette lettre de motivation. Maître Fatou, vous êtes pour moi l'honneur perdu de votre *sœur*, Safiatou. (1)

Yves LA MARCK

(1) Jallow en pays francophone se dit Diallo. En Gambie et en Guinée, comme dans toute l'Afrique de l'Ouest du Sénégal au Nigéria, la famille linguistique majoritaire est le mandingue ou dioula. Bensouda est le nom du mari marocain-gambien de la procureur qui n'affiche jamais son patronyme d'origine.

BRÈVES

♦ **MALAISIE** – Le sultan de Kedah, Tuanku Abdul Halim, âgé de 84 ans, a été élu roi de Malaisie en remplacement du sultan de Terengganu, Mizan Zainal Abidin, âgé de 49 ans. Les rois de Malaisie (Yang di-Pertuan Agong) sont élus pour cinq ans par la Conférence des neuf souverains. La Fédération de Malaisie rassemble treize États dont neuf monarchies. Le premier souverain a été élu en 1957, lors de la déclaration d'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni. L'installation solennelle du nouveau souverain aura lieu en avril au palais Istana Negara à Kuala Lumpur.

♦ **IRAN** – Le prince Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran, a lancé un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il décide de déférer le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Sayed Ali Khamenei, devant la justice internationale pour être jugé de crimes contre l'humanité. Dans un entretien accordé au *Figaro* il explique les raisons de sa démarche : « *Il s'agit de mettre en position de responsabilité ultime le soi-disant «guide suprême» qui a l'autorité finale en Iran, dans un contexte où les droits de l'homme sont devenus une question majeure.* » Interrogé sur une possible action militaire contre l'Iran, il a déclaré : « *Quand on parle d'une intervention militaire on évoque un scénario où tout le monde est perdant. Cela ne profite qu'au régime en rendant impossible toute défection. Cela ne fait que retarder la démocratie en Iran sans pour autant régler le problème du nucléaire puisque le régime en déduira qu'il a carte blanche. L'alternative consiste à aider directement l'opposition démocratique iranienne sans s'attacher exclusivement au dossier du nucléaire.* »

♦ **GRANDE BRETAGNE** – En 2012, à l'occasion de son Jubilé de Diamant, la reine Elizabeth (86 ans) et le duc d'Édimbourg (91 ans) n'effectueront que des visites au Royaume-Uni. En revanche le reste de la famille royale est mobilisé pour visiter l'ensemble des territoires d'outre-mer et des pays du Commonwealth. Le prince de Galles et la duchesse de Cornwallles se rendront en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Papouasie Nouvelle Guinée. Le prince Charles visitera l'île de Man et les îles anglo-normandes. Le duc et la duchesse de Cambridge iront en Malaisie, à Singapour, aux îles Salomon et à Tuvalu. Le prince Harry effectuera un voyage qui le mènera au Belize, en Jamaïque et aux Bahamas. Le duc d'York représentera la souveraine en Inde. De leur côté, le comte et la comtesse de Wessex visiteront Antigua, la Barbade, Grenade, Gibraltar, Montserrat, les îles St Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent, Trinidad et Tobago. La princesse Anne sera envoyée en Afrique au Mozambique et en Zambie. Le duc de Gloucester se rendra quant à lui aux îles Vierges britanniques et à Malte. Enfin, le duc de Kent ira aux îles Falklands et en Ouganda.

Sortir de l'euro

D

abord ouvrier soudeur et syndicaliste puis élève de l'ENA, Jacques Nikonoff a été Attaché financier à New York. Ancien président d'ATTAC et maintenant porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire, il mène campagne contre l'ultra-libéralisme et plus particulièrement contre la prétendue « monnaie unique ».

Au moment où chacun peut constater le caractère illusoire de la « forteresse euro », Jacques Nikonoff explique pourquoi et comment il faut sortir de ce piège.

■ **Royaliste : Pourquoi faut-il sortir de l'euro ?**

Jacques Nikonoff : L'euro en tant que tel est une arme de destruction massive de l'emploi. L'euro est en effet une monnaie chère et cette surévaluation pénalise les exportations d'un certain nombre de pays - celles de la France en particulier. Les chiffres montrent que la situation s'est partout dégradée depuis vingt ans.

L'euro a fonctionné comme une machine à écraser les salaires : la zone euro est dans une situation dégradée par rapport aux pays qui sont hors zone.

Les prix ont augmenté comme l'établissent les organisations indépendantes. Les différentes mesures des prix montrent qu'il y a hausse très nette des prix à la consommation, surtout des produits de base.

L'euro attire la spéculation, qui ne joue plus sur les monnaies nationales, bien entendu, mais sur l'euro lui-même.

On ne peut même pas dire, comme s'en félicite la Commission européenne que l'euro a fait disparaître les frais de change pour les touristes : il est vrai que le coût des transactions de change a disparu mais le coût des commissions sur cartes de crédit a augmenté de manière extravagante.

■ **Royaliste : Peut-on soutenir que l'euro était condamné dès le début ?**

Jacques Nikonoff : Oui. Pour qu'une monnaie unique puisse fonctionner, il fallait réunir les cinq conditions nécessaires au fonctionnement d'une zone monétaire optimale :

Il faut un **accord politique** - sur la politique de défense, sur la politique économique - et nous savons bien que cet accord n'existait pas.

Il faut des **structures économiques relativement homogènes** en termes d'inflation, de commerce international, etc. Tel n'était pas le cas.

Il faut une **diversification de la production** afin que les chocs conjoncturels puissent être absorbés.

Il faut une **mobilité géographique des facteurs de production** : le capital et le travail doivent pouvoir circuler. Nous savons qu'on a décidé la libre circulation des capitaux mais il ne peut y avoir mobilité complète des travailleurs.

Il faut un **budget central et des mécanismes de répartition** afin que les pays en développement puissent orienter des ressources vers les pays en difficultés. Ainsi, l'État central aux États-Unis aide les différents États.

■ **Royaliste : Pourquoi la monnaie unique a-t-elle été lancée malgré tout ?**

Jacques Nikonoff : L'idée était de contraindre les États à réaliser l'union politique à partir de l'union monétaire. On a donc fait les choses à l'envers. L'euro a été conçu pour forcer les États au fédéralisme.

■ **Royaliste : La politique allemande fait aujourd'hui débat. Comment l'analysez-vous ?**

Jacques Nikonoff : Avant la réunification, le couple franco-allemand permettait à l'Allemagne de retrouver l'existence politique et diplomatique d'un État souverain et la France utilisait l'Allemagne pour ne pas rester trop isolée pendant la phase anti-américaine du gaullisme. Après la réunification, l'Allemagne est redevenue un sujet politique. Aujourd'hui, l'Allemagne n'a plus besoin de la France. Angela Merkel a pris la direction des affaires de l'Union européenne et Nicolas Sarkozy s'est aligné sur la chancelière.

En fait, l'Allemagne exerce sa puissance souveraine, mais elle veut aller au-delà : elle veut parvenir à une position hégémonique. Les dirigeants allemands n'ont plus besoin d'une Europe politique, ils veulent reconstituer un empire allemand en étendant leur zone d'influence. Certains intellectuels allemands s'en inquiètent.

Je pense que le moment est venu de se séparer de l'Allemagne en restant bons amis car le couple franco-allemand n'a plus de raison d'être.

■ **Royaliste : Par quels moyens l'Allemagne est-elle parvenue à affirmer sa puissance en Europe ?**

Jacques Nikonoff : Les instruments de la domination al-

lemande sont doubles. D'abord, il y a la déflation salariale. Les dirigeants allemands - je pense à Gerhard Schröder - ont considéré il y a dix ans que la cause des difficultés allemandes (faible croissance, chômage) tenait à la trop grande générosité du système de protection sociale. Les travailleurs allemands ont été les premières victimes de cette politique : les salaires ont baissé, et l'industrie allemande a gagné en compétitivité. On vérifie là que l'euro pousse à la déflation salariale.

Le deuxième aspect, c'est la délocalisation à l'Est d'une partie de la production allemande. Je cite dans mon livre des notes de la Banque de France qui montrent la réalité de cette délocalisation, surtout en Slovaquie et en République tchèque où existait à l'époque soviétique une main d'œuvre bien formée. Ces deux pays ont une monnaie faible et une partie de la production des entreprises allemandes délocalisées est réexpédiée à l'intérieur de la zone euro. Notez que 43 % des exportations allemandes sont faites dans la zone euro, et 75 % dans l'Union européenne.

Quand on produit dans les pays à monnaie faible et qu'on vend dans les pays à monnaie forte, on a un avantage compétitif tout à fait considérable qui résulte non pas du **modèle allemand** selon le mythe savamment entretenu, mais de manipulations qui sont le contraire de comportements coopératifs. Où est la solidarité européenne dans cette politique qui consiste à créer des déficits commerciaux chez ses partenaires ?

Le système allemand est un antimodèle. Il est l'une des causes de la crise que nous subissons.

■ Royaliste : Ce point est complètement ignoré par les partenaires de l'Allemagne...

Jacques Nikonoff : En effet. Il y a un consensus implicite de la classe politique française et des dirigeants européens pour ne pas sortir de l'euro. Malgré le chaos vers lequel on se dirige, ils ne veulent pas reconnaître que l'euro est un échec. J'examine dans mon li-

vre les positions des formations politiques et mon inventaire est à cet égard consternant. Les grandes organisations font preuve d'une ignorance étonnante, d'un irréalisme total assorti de vœux pieux - par exemple le pacte européen pour l'emploi des Verts, le pacte européen de **solidarité sociale** des communistes qui, comme le Front de Gauche, ne disent rien sur la question de l'euro. Quant au Parti socialiste, nous voyons à ses propositions qu'il mènera la même politique que les socialistes grecs, portugais et espagnols.

On ne veut pas constater que la voie collective est bouchée à court et moyen terme : pour changer les statuts de la BCE, il faut changer le Traité de Lisbonne et obtenir l'accord des 27 pays européens ce qui est irréaliste. Il faut donc envisager des mesures nationales unilatérales, mais dans un cadre internationaliste - ce qui fait toute la différence avec l'extrême droite nationaliste qui s'affirme en opposition avec les autres nations. Ma perspective est internationaliste : il faut bâtir avec d'autres pays une coopération pour sortir de l'ordre néo-libéral mondial.

■ Royaliste : Quelles mesures concrètes faudrait-il prendre ?

Jacques Nikonoff : Il faut annuler les plans d'austérité et décider le défaut de paiement. Cela signifie le retour au franc, la nationalisation des banques et des compagnies financières, la reprise en main de la Banque de France, le démantèlement des marchés financiers car la **régulation** ne suffit pas, le contrôle des mouvements de change et de capitaux, la fermeture du marché obligataire, tant primaire que secondaire.

Il faut mener une politique de démondialisation, qui consiste à mettre en œuvre des mesures protectionnistes dans un cadre internationaliste. Ce cadre, c'est celui de l'Organisation internationale du Commerce, institution prévue par les accords de Bretton Woods mais à laquelle le Sénat américain s'est opposé : la charte de l'OIC (de La



Havane) prévoyait que le commerce international devait se faire sur la base de l'équilibre de la balance des paiements.

■ Royaliste : Comment l'État pourra-t-il se financer ?

Jacques Nikonoff : Il y a trois moyens.

Il faut faire appel à l'épargne nationale, supprimer toutes les niches fiscales et se concentrer sur quatre ou cinq produits d'épargne. Cette épargne sera orientée vers l'industrie, l'agriculture, le logement et les investissements publics.

Il faut imposer aux banques et compagnies d'assurance un quota obligatoire d'achats de bons du Trésor.

Il faut monétiser la dette en abrogeant la loi de 1973 qui a interdit à la Banque de France de faire des avances au Trésor. C'est là une des causes de la croissance de la dette et des intérêts à rembourser : le service de la dette - 45 milliards d'euros - est le deuxième poste du budget de l'État. Avant même que l'abrogation de cette loi soit votée, il faut utiliser l'article 16 afin de réquisitionner la Banque de France et lui ordonner de faire des avances, remboursables ou non-remboursables, au Trésor public. Il faut fixer un plafond : les États-Unis sont à 30 %, ce qui est beaucoup.

Le défaut n'exclut pas le remboursement des ménages modestes et des catégories moyennes qui détiennent des obligations d'État. On ne remboursera pas ceux qui ont bénéficié du bouclier fiscal, ni les spéculateurs, ni les banques.

J'ajoute que, pour prendre toute sa valeur, un défaut doit s'accompagner d'une politique systémique, dont l'objectif est de détruire le système néo-libéral en agissant sur tous les fronts à la fois puisque nous avons affaire à une crise du système. Il faut agir sur le plan national puisque les conditions politiques d'un accord européen ne sont pas réunies.

■ Royaliste : Selon vous, comment la France devrait-elle traiter la question allemande ?

Jacques Nikonoff : Il faudra que la France propose à tous les pays des accords bilatéraux de coopération prévoyant que l'on parviendra en cinq, dix ou vingt ans à l'équilibre de la balance des paiements. Le commerce international doit être traité sur le plan politique, et retiré aux firmes multinationales. C'est avec les pays qui signeront de tels accords qu'on peut bâtir une nouvelle coopération internationale. Quant aux pays excédentaires, comme l'Allemagne, qui ne voudront probablement pas signer, il faudra prendre à leur égard des mesures protectionnistes.

Tout cette politique doit être conçue dans le souci d'assurer un emploi pour chacun : il faut un droit opposable à l'emploi. L'emploi est une question politique, telle qu'elle a été définie par la Constitution de 1958 et le Préambule de 1946.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

📖 Jacques Nikonoff - « *Sortons de l'euro !* », Mille et une nuits, 2011 - prix franco : 20 €. [➔ Achat immédiat](#)

Pour comprendre l'Italie

« Comment avez-vous pu, vous les Italiens, porter Berlusconi au pouvoir et accepter qu'il y reste aussi longtemps ? » À cette question inlassablement posée par ses amis français, Corrado Augias a répondu par un livre ⁽¹⁾ d'une remarquable pertinence.

Pour comprendre l'at-tait exercé sur les Italiens par un aventurier sans scrupule, il faut mettre de côté les souvenirs éblouis de nos voyages dans la péninsule et remonter loin, très loin, dans l'histoire de l'Italie. Après la chute de l'empire romain d'Occident en 496, l'Italie se fragmente et ne retrouve son unité qu'en 1861. La géographie favorise les particularismes et la division entre le Nord et le Sud mais c'est surtout l'absence d'État qui explique la floraison de cités rivales. Celles-ci ont en commun la langue, la religion, la culture mais « sans État, l'idée de Nation ne se concrétise pas » et l'Italie devient le jouet des grandes puissances.

Alors que les Capétiens afferment obstinément l'indépendance du royaume à l'égard de l'empereur et du pape, les pontifes romains deviennent les véritables souverains d'une partie de l'Italie : « Machiavel avait décrit la clé de leur pouvoir : ils empêchent chaque seigneur ou souverain d'unifier la péninsule, tout en n'ayant pas eux-mêmes la force suffisante pour le faire directement ».

La Contre Réforme accentue et durcit la tendance : faute d'État en charge du temporel, l'Église catholique exerce à la fois un pouvoir

politique et spirituel qui décourage les vellétés politiques et la libre réflexion intellectuelle. D'où le fort contraste entre la France et sa *sœur latine* : « Entre l'été 1789 et le printemps 1871, les Français ont fait quatre révolutions, sans compter tous les mouvements protestataires. En Italie, une révolution comme celle de 1789 - ou comme celle de 1688 en Angleterre - n'a jamais eu lieu. Les Italiens ont connu des rébellions, des soulèvements et des révoltes locales, mais jamais une véritable révolution partie du peuple. »

La révolution de janvier 1799 qui institue la République à Naples se fait sans le peuple et elle succombe sous les coups d'une Armée de la sainte Foi tout aussi réactionnaire que populaire. L'expérience républicaine de 1798 à Rome fut non moins brève : c'est le général Berthier qui l'imposa brutalement. La deuxième République (9 février-4 juillet 1849) eut tout juste le temps de se donner une constitution libérale et démocratique très inspirée par les idées françaises mais c'est le président de la République... française, Louis-Napoléon Bonaparte, qui brisa militairement le jeune régime pour complaire au pape. « Une fois sur le trône, Pie IX

s'empresse d'annuler la Constitution, d'enfermer à nouveau des Juifs dans le ghetto et de rétablir la peine de mort, abolie par la République ».

On sait que l'énergie fédératrice de la dynastie piémontaise permit de réaliser l'unité italienne, proclamée le 17 mars 1861 et complétée par la prise de Rome que la chute de Napoléon III rendit possible. Mais la péninsule reste marquée par sa longue dislocation. Le poids de l'Église catholique, toujours très important, s'est exercé tout au long de la guerre froide par le biais de la Démocratie chrétienne, puis par le soutien accordé jusqu'au bout à Silvio Berlusconi. C'est une des raisons de la longévité politique du scandaleux personnage mais pas la plus déterminante. Le *Cavaliere* est le résultat sordide de la libéralisation des ondes, qu'il sut utiliser avec un parfait cynisme et une inculture hautement revendiquée : « la culture est ennuyeuse, nous sommes drôles ; la gauche est triste, nous sommes gais ; les règles enchaînent, nous vous offrons la liberté » : tel fut le message subliminal diffusé par une télévision qui donna naissance à un télé-parti - *Forza Italia* !

Plus difficile à dire, mais Corrado Augias n'hésite pas :

l'Italie n'existe pas encore tout à fait dans l'esprit du peuple italien. Les Italiens restent pris dans un *familialisme amoral* qui protégeait contre les violences extérieures mais qui explique la puissance et le prestige de la mafia. Certes, pendant la guerre froide, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste avaient engendré au fil des luttes politiques une dynamique de l'unité nationale confortée par le développement industriel. Mais la chute du Mur de Berlin a fait surgir la Ligue du Nord séparatiste sur laquelle Silvio Berlusconi s'est appuyé tout en s'alliant avec des néo fascistes de plus en plus assagis.

Le *Cavaliere* a su balayer large tout en suscitant très habilement un désir d'identification d'une masse d'électeurs déboussolés par la disparition des deux principaux partis politiques, par la désindustrialisation et par une certaine forme de modernité. **On vote pour un désir**, écrivait récemment Jacques-Alain Miller. On vote aussi par peur du vide et Silvio Berlusconi a compris comment il pouvait combler ce vide en racontant que les communistes étaient des envieux et les riches des gens généreux. Le cynisme et la vulgarité plutôt que rien : «... quand la demande politique s'est transformée en demande de divertissement et de spectacle, l'Italie a trouvé l'homme capable de donner ce nouveau visage à la politique : blagues, feux de la rampe, promesses inutiles. »

Vieil acteur outrageusement grimpé, Silvio Berlusconi a été éjecté de la scène par un syndicat de banquiers experts en déflation. Un temps distrait par un clown lubrique, le peuple italien va retrouver le chemin de la politique.

Annette DELRANCK

📖 (1) Corrado Augias - « *L'Italie expliquée aux Français* », Café Voltaire, Flammarion, 2011. Traduit de l'italien par Anaïs Bokobza. Toutes les citations sont tirées de ce livre. Prix franco : 13 €. [Achat immédiat](#)

Carl Schmitt et sa « théologie politique »

Il m'a fallu très longtemps pour accéder enfin aux textes et à la pensée de Carl Schmitt. C'est Bertrand Renouvin qui me fit rencontrer un de ses meilleurs spécialistes, André Doremus, qui nous a quittés il y a peu de temps. Cet universitaire avait voué sa vie de recherche au grand juriste allemand, à la réputation sulfureuse puisqu'il avait malheureusement adhéré au national-socialisme à l'avènement d'Hitler. En dépit de mes réticences, je compris alors notamment à la lecture d'*ex captivitate salus* (1) que le penseur n'était nullement négligeable et que Raymond Aron et Julien Freund avaient bien eu des raisons pour le remettre au centre des débats de philosophie politique. Pourtant, dès mes premiers contacts directs avec Schmitt, je me trouvais en sérieux conflit intellectuel. Un conflit qui n'avait a priori que peu à voir avec la dérive gravissime de l'intéressé. Son concept de « *théologie politique* » (2) heurtait en moi le fond de toute une culture théologique. Et lorsque, grâce à Bernard Bourdin qui l'avait publiée, je pris connaissance de la réfutation qu'Erik Peterson avait faite très tôt de ses conceptions, j'y adhérais spontanément (3).

Mais un désaccord, fut-il radical, n'empêche pas la possibilité d'une discussion féconde. Et je rejoins là-dessus Bernard Bourdin qui publie plusieurs textes inédits en français qu'il tenait d'André Doremus et qui sont d'une rare acuité philosophique (4). De plus, le talent et la force de l'écrivain constituent de puissants stimulants pour le suivre dans les arcanes de sa pensée. Carl Schmitt domine son sujet, notamment avec des références précises, tirées d'écrivains européens très divers dont il maîtrise les œuvres de façon souvent étonnante. Il est difficile de le prendre en défaut, même en dehors des courants pour lesquels il éprouve le plus d'empathie. Qu'il s'agisse de Marx, de Bakounine ou de Proudhon, a fortiori de l'idéalisme allemand, il montre par ses formules qui tombent juste qu'il ne se contente jamais de lecture superficielle. Pour moi, il y a des éléments qui ne trompent pas. On ne parle pas de Taine et de Bossuet en ces termes sans une profondeur de jugement alliée à une familiarité peu commune. Impossible, nous dit Schmitt d'interpréter le génie de l'évêque du Grand Siècle à partir de ce que le critique dix-neuviémiste nous dit du classicisme : « *Il a plus d'entendement que bien des rationalistes, et plus de capacités intuitives que tous les romantiques (...)* Sa grande diction est plus que de la musique : elle est une dignité humaine rendue visible par la rationalité du langage qui se forme. »

L'homme qui est capable de tels excursions littéraires ne peut être soupçonné d'être un réactionnaire obtus encore moins un totalitaire capable d'accepter les pires transgressions. Et pourtant, cet intellectuel savant, subtil et même artiste, s'est bel et bien laissé entraîner, comme Heidegger, même si ce n'est pas par des voies identiques, dans le soutien à un régime qui était aux antipodes de l'idéal qu'il exposait à partir de l'analogie qu'il avait établie avec le modèle catholique romain. Qu'entend-il par son refus de la technocratie, de l'aplatissement du politique et même par la dérive moderne qui conduit au Léviathan et aux débordements de la violence

meurtrière ? Bien sûr, on peut trouver bien des ambiguïtés dans les meilleures formules schmittiennes, les juger un peu trop idéales dans leur exposition. Sa recherche de la forme politique est dotée par lui d'une triple grandeur, « *la forme esthétique de l'art, la forme juridique du droit, et finalement l'éclat glorieux d'une forme de puissance à l'échelle de l'histoire mondiale* ». Bernard Bourdin objecte à cela que sans différenciation du théologique et du politique, la théologie se sécularise et la sphère publique-politique perd toute autonomie. Ce qui est bien dommage, car il existe une vraie pertinence de Schmitt. D'où un travail nécessaire de reformation du système pour en sauvegarder les légitimes requêtes en s'émancipant des dangers qui sont patents. Je signale simplement que pour le commentateur, le décisionnisme de Schmitt, qui s'oppose à l'indécision d'un régime fondé sur la discussion, peut être replacé « *dans l'horizon démocratique de la condition politique* ». La phobie du libéralisme expose par trop à l'homogénéisation du corps politique. Il y a toute une dialectique de l'unité et de l'altérité qui suppose - c'est mon interprétation - la plus vive attention au caractère mixte de la logique du politique.

Mais je voudrais terminer cette trop succincte recension, en m'expliquant à moi-même la question que me pose l'étrange destin de Carl Schmitt. Et cela en référence aux quatre textes qu'il a écrits sur le penseur espagnol Donoso Cortes. Il y avait bien des affinités entre les deux personnages pour que l'intellectuel du vingtième siècle s'intéresse avec tant de passion au diplomate du dix-neuvième. Il y a chez le second la même adhésion à une culture catholique, à partir de laquelle est problématisée toute l'actualité historique, notamment au travers de son anthropologie. Le même Donoso Cortes est aussi un esprit délié, très cultivé, capable d'exprimer une pensée cohérente à partir de son expérience très concrète de diplomate sur la scène européenne. Il y a probablement aussi ressemblance entre les deux hommes quant à la difficulté d'arbitrer entre leur responsabilité immédiate et leur conception générale du monde et des valeurs. Le diplomate espagnol sait aussi se montrer pragmatique sur le terrain tandis que ses réflexions de théoricien le conduisent au choix brutal d'une dictature qui répliquerait à tous les défauts de l'indécision libérale. Malheureusement, ce choix s'est incarné pour Carl Schmitt dans un régime qui ne répondait en rien à sa philosophie mais dont l'impétuosité brutale constituait la réponse du moment à la confusion de la République de Weimar.

Il pourrait bien y avoir dans cette tragique méprise, si vraiment elle n'a pas été envisagée lucidement par Carl Schmitt, l'explication d'un paradoxe qui a touché une assez large catégorie d'hommes de droite et de réactionnaires aux lendemains de la Première Guerre mondiale. L'association improbable de certaines valeurs traditionnelles avec un engagement totalitaire n'a pas été la tentation isolée d'un penseur éminent.

📖 (1) Carl Schmitt - « *Ex captivitate salus : expérience des années 1945-1947* », textes présentés par André Doremus - Librairie philosophique Vrin, 2003 - prix franco : 32 € - (voir *Royaliste* n° 828, page 9).

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Carl Schmitt - « *Théologie politique* » - Gallimard NRF - prix franco : 27 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (3) Erik Peterson - « *Le monothéisme : un problème politique* » - Bayard, 2007 - prix franco : 26 € - (voir *Royaliste* n° 915, page 9)

[Achat immédiat](#)

📖 (4) Carl Schmitt - « *La visibilité de l'Église, Catholicisme romain et forme politique, Donoso Cortes* », présentation de Bernard Bourdin - Cerf - prix franco : 33 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



La musette du caporal

Jacques Perret n'était pas un auteur prolifique, et chacune des pages inédites qui peuvent ressortir des cartons est pour la famille de ses lecteurs assidus un trésor à engranger précieusement.

Le petit recueil de textes retrouvés *Dans la musette du caporal* ne fait pas exception à la règle, et c'est avec un bonheur toujours aussi vif que l'on retrouve les combats, les véhémences et la rhétorique du dernier des chouans. Ce sont sept petits textes qui nous replongent dans ses épopées guerrières drolatiques et font revivre des personnages dont nous avons partagé les aventures ou des lieux et des moments que nos lectures du *Caporal épingle* ou de *Bande à part* avaient rendus familiers.

Le premier, *La mort de mon grand frère*, où l'on trouve une gravité peu fréquente dans son œuvre, est, comme le disent ses petits-fils, « *un des textes les plus beaux et les plus bouleversants qu'il ait écrits.* » Pages particulièrement évocatrices pour moi qui y ai reconnu l'histoire-miroir de mon propre frère, lieutenant au 2^e RIMA, mort pour la France quelque part en Afrique pour permettre à Bokassa de ne pas offrir de diamants à Giscard d'Estaing, et dont certains des anciens de la NAR se souviennent peut-être.

Puis des souvenirs des camps de prisonniers, et ces petits événements qui mènent aux grandes résistances, comme la lecture d'*Autant en emporte le vent*, après laquelle tout un stalag s'est retrouvé à rêver de faire, avec Scarlett,

« *le coup de feu avec le général Lee pour sauver l'honneur d'une société qui fut la nôtre, son idéal, ses fanfreluches et sa foi* ». Sept petits textes au total, dont *La mort de Ramos*, le plus fort à mes yeux, peut-être parce que ce héros de *Bande à Part* est déjà familier au lecteur ; sept petits textes enfin qui nous font retrouver le Grand Jacques tel qu'en lui-même, toujours bout' au vent, Don Quichotte lucide qui sait bien qu'il se bat contre des moulins à vent, mais qui le fait quand même car il sait aussi que derrière chaque moulin à vent se cache un renoncement enrobé de bonnes raisons et de mauvaise foi.

Jacques Perret a une qualité remarquable : toutes les belles dialectiques et raisons raisonnantes ne l'ont jamais empêché de démêler le vrai du faux, le juste du douteux, et à travers les galimatias et les confusions de notre époque, d'être la boussole de l'honneur de la France en indiquant obstinément où se trouve le nord. Par les temps qui courent et pour se vacciner contre une campagne électorale qui nous promet son plein de bassesses, il faut le lire et le relire : Jacques Perret, c'est le meilleur antidote connu à l'air du temps.

François GERLOTTO

📖 Jacques Perret - « *Dans la musette du caporal* », Le Dilettante, prix franco : 16 €.

👉 [Achat immédiat](#)

Princesse et héroïne

Voilà un itinéraire peu banal. Née dans le Caucase, fille d'un général, épouse d'un officier russe, fugitive durant la révolution de 1917, réfugiée en Chine, aux États-Unis, puis enfin en France. Elle deviendra une forme très moderne d'héroïne.

Si cette existence est passionnante, il faut bien avouer que cette biographie l'est un peu moins. Guillemette de Sairigné, l'auteur, s'était déjà fait connaître par le récit de la vie de son père, être hors norme. Avouons que celle-ci est plus compliquée, moins agréable à lire. On a un mal fou à y entrer et certaines scènes décrites sont plutôt tirées du docteur Jivago que de sources historiques adéquates. C'est énervant mais passons.

Pourquoi donc en parler ? Parce que Leïla Hagonokoff (1898-1985) le mérite amplement. Née dans une famille du Caucase, devenue princière par l'effort russe d'assimilation, notre héroïne va vivre le siècle des bouleversements et y participer amplement. C'est d'abord la vie agréable d'avant 14 ; le mariage à un officier gravement blessé, rencontré - ce n'est qu'un début - dans un hôpital militaire ; la révolution, les persécutions, l'évasion providentielle, le périple infernal pour rejoindre la Sibérie puis la Chine.

Leïla y retrouve son mari avec lequel elle va tenter de se refaire une vie. Le divorce survient d'avec un homme avec lequel elle n'a rien de commun. Il faut dire qu'elle est un être social accompli, elle est très belle, spirituelle, intelligente et possède un charme qui agit sur tous ceux qui l'ont approchée dans sa

vie. Elle part de Chine pour aboutir à Paris où elle retrouve sa famille dispersée par les orages de l'Histoire. Leïla va travailler, réussir, se faire une belle vie et réussir un excellent mariage avec Stanislas Le Gras du Luart.

Pourtant cette femme riche, fêtée, reçue partout, pense aussi aux autres. Fille de militaire elle va se consacrer aux blessés de guerre, d'abord en Espagne pour soigner, aider, consoler. Ce qu'elle y verra lui fera mettre de l'eau dans son vin et lui montrera que le manichéisme est peu de mise en pleine guerre. Forte de son réseau immense et fortuné, elle va durant la guerre de 1939-1945 créer de toutes pièces des services d'ambulances nouvelles pour l'époque qu'elle emmènera sur les champs de bataille de France, d'Italie et jusqu'en Autriche. Risquant sa vie, d'un dévouement sans borne, elle deviendra également marraine du 1^{er} régiment étranger de cavalerie pour lequel elle (se) dépensera sans compter. Elle est devenue une icône pour la Légion étrangère.

Les services rendus à la Nation lui vaudront, fait rarissime pour une femme, des obsèques avec les honneurs militaires.

Pascal BEAUCHER

📖 Guillemette de Sairigné - « *La Circassienne* », Robert Laffont, prix franco : 23 €

👉 [Achat immédiat](#)



**Royaliste présente ses
meilleurs vœux à ses
amis et lecteurs !**



**Les rédacteurs de Royaliste et
les responsables de la NAR vous
invitent à venir trinquer avec eux
au**

POT DE NOUVEL AN le SAMEDI 7 JANVIER

à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

- à 18 h on tirera les rois,
- à 18 h 30 allocution de Bertrand Renouvin.

21 JANVIER

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **samedi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent

participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 28 décembre** – Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

● **Mercredi 4 janvier** – Agrégé d'histoire, spécialiste de l'histoire contemporaine de la France, **Jean-Pierre RIOUX** a enseigné en France et aux États-Unis et participe aux travaux de plusieurs revues. Auteur de très nombreux ouvrages, il nous avait présenté sa biographie de Jean Jaurès, son *Dictionnaire de la France coloniale* ainsi que plusieurs autres livres.

Sa dernière publication porte sur une page de l'histoire nationale qui continue de susciter des polémiques et que beaucoup préféreraient effacer de nos mémoires. Pourtant, de Jules Ferry à Charles de Gaulle, « **La France coloniale** » a existé, de même que la France « rurale » et « urbaine », et elle continue de marquer notre époque puisque de nombreux Français présents ou en devenir sont venus ou continuent de venir des anciennes colonies.

Jean-Pierre Rioux explique

le projet colonial, examine les intentions et les actes, revient longuement sur cette guerre d'Algérie qui pèse sur nos mémoires, lourdes de souvenirs douloureux. Comment surmonter nos traumatismes ?

● **Mercredi 11 janvier** - Journaliste, **Jean-Michel QUATREPOINT** a passé onze ans au *Monde*. Après avoir dirigé les rédactions de l'Agefi, de *La Tribune* et du *Nouvel Économiste*, il a été pendant quinze ans le patron de la *Lettre A*.

Nous l'avions reçu pour son ouvrage sur *La Dernière Bulle* qui expliquait l'emprise de Wall Street sur Barack Obama et la manière dont était fabriquée la fausse reprise. De fait, la crise ne cesse de s'aggraver : le gouvernement des États-Unis est confronté à un endettement record et à une crise politique, la zone euro est en sursis, la Chine poursuit sa stratégie agressive fondée sur les bas salaires et la sous-évaluation de sa monnaie et Jean-Michel Quatrepoint se demande dans un livre récemment publié s'il faut « *Mourir pour le yuan* ».

Dans cet ouvrage il examine aussi « **La question allemande** » et nous lui avons demandé de replacer la stratégie mercantiliste d'Angela Merkel dans l'histoire du pays afin de bien comprendre les raisons de succès qui ont été transformés en « modèle ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Aveuglement volontaire

Le choix de la rigueur s'impose, dit-on, pour sortir de l'abîme du déficit et de la dette et pour retrouver, dans l'équilibre du budget, le chemin de la croissance. Telle est la doctrine officielle, qui a produit la « règle d'or » que les pays obéissant à Berlin doivent inscrire dans leur constitution.

Nous avons souvent montré que la théorie de l'équilibre budgétaire était fautive et par conséquent dangereuse pour l'économie. Nous publierons de nouvelles analyses, nous donnerons toutes les références nécessaires mais il n'est pas besoin d'avoir un diplôme d'économie politique pour faire un constat qui se trouve dans la presse quotidienne : la rigueur conduit à la récession.

En Grèce, la contraction du Produit intérieur brut (PIB) sera en 2011 supérieure à 5,5 % et le pays connaît « la récession la plus profonde » de son histoire, selon les termes employés par le Premier ministre.

Au Portugal, le recul du PIB sera probablement de 1,6 % cette année et de 3 % l'année prochaine, soit la pire récession subie depuis la révolution démocratique de 1974.

En France, le PIB va baisser de 0,3 % au quatrième trimestre de 2011 et suivra la même pente au début de l'année prochaine ce qui signifie que nous sommes en train d'entrer à notre tour dans la récession.

Bien entendu, les oligarques ne songent pas une seconde à remettre en cause les mesures d'austérité ; au contraire, ils répondent à la récession qui creuse les déficits publics par une rigueur accrue et ils annoncent le

retour à une improbable « confiance ». Nous l'avons dit cent fois, comment avoir confiance quand la baisse des dépenses publiques, le chômage et la pauvreté découragent les investissements privés et font baisser la consommation des ménages ?

Pendant les fêtes de fin d'année, la foule dans les magasins ne donnait pas l'impression d'un pays en crise. Il y a heureusement une partie de la population qui n'est pas encore touchée



par la baisse du pouvoir d'achat mais il faut aussi prendre en compte les sacrifices consentis pour acheter les cadeaux et commander les repas rituels – sans oublier le recours au crédit à la consommation, excessivement coûteux.

Nous pouvons donc très facilement comprendre que la récession engendre la récession et que les récessions nationales vont se cumuler au risque de nous entraîner vers une grande dépression dans laquelle l'Allemagne finira elle aussi par sombrer : si nous avons de moins en moins d'argent, nous réduirons nos achats de produits allemands et les classes moyennes n'iront plus passer leurs vacances en Espagne, en Italie et en Grèce.

Ce qui reste difficile à comprendre, c'est la persévérance dans l'erreur des milieux dirigeants qui, pourtant, ne cessent d'invoquer la « réalité ». L'aveuglement volontaire des oligarques n'a pas de cause unique. Il faut selon moi additionner l'influence des milieux financiers qui sont en complète osmose avec les dirigeants politiques, le manque de réflexion provoqué par une vie trépidante et la vision à court terme obscurcie par l'empilement des sondages, l'isolement provoqué par le mode de vie luxueux et la protection policière, la réduction du réel à la statistique, les fantasmes collectifs qui coïncident avec l'intérêt des rentiers (peur de l'inflation), les croyances engendrées par des bricolages idéologiques portant sur le marché mondialisé. S'y ajoute un moralisme implicite : « les gens » auraient besoin de discipline car ils « vivent au-dessus de leurs moyens » ; c'est donc pour leur bien qu'on leur impose des sacrifices, avec une jouissance masquée par le discours compassionnel.

La classe dirigeante ne voit pas que sa corruption fait scandale ; elle croit que les Français ont la mémoire courte et fait confiance à ses communicants pour effacer à coup de slogans ses mensonges, ses reniements et ses turpitudes. A droite, au centre, à gauche, on annonce qu'on va « produire français », « acheter français », faire du « patriotisme industriel » sans enfreindre les règles européennes, sans recourir à la protection économique, sans sortir de l'euro et dévaluer la monnaie ! C'est reconnaître la force du courant protectionniste. C'est aussi prendre les Français pour des imbéciles. Cette humiliation est permanente. Il n'y a aucune chance qu'elle soit oubliée.

Bertrand RENOUVIN